



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2026

Au premier trimestre 2026, la Nouvelle-Calédonie demeure confrontée à un climat économique dégradé, marqué par les conséquences des émeutes de mai 2024 et l'incertitude institutionnelle. Suite au plus bas historique enregistré au second trimestre 2024 dans le sillage des émeutes (65,9), l'ICA s'est progressivement redressé dans un contexte de soutien massif des autorités publiques (Etat et gouvernement de la Nouvelle-Calédonie). L'ICA progresse encore de 2,7 points au premier trimestre 2026 pour atteindre 99,3. Il reste néanmoins en deçà des niveaux observés entre 2021 et 2023.

Si les prix sont stables sur la période, des tensions inflationnistes sont attendues dès le deuxième trimestre dans le contexte de la crise au Moyen-Orient, avec un environnement international nettement plus incertain.

Un environnement économique encore dégradé, avant l'impact de la crise au Moyen-Orient

Les répercussions des émeutes de mai 2024 demeurent perceptibles et continuent d'affecter une large part du tissu économique calédonien. Si certains indicateurs s'améliorent (extraction minière, production de NHC, production de crédits à la consommation notamment), d'autres restent durablement dégradés et traduisent un manque de perspectives : les ventes de ciment sont au plus bas, les indicateurs de vulnérabilité des ménages poursuivent leur dégradation, et de nombreux secteurs restent confrontés à des difficultés.

Au-delà du lourd bilan humain et matériel des émeutes, les destructions ont entraîné un net ralentissement de l'activité alors que la situation financière des comptes

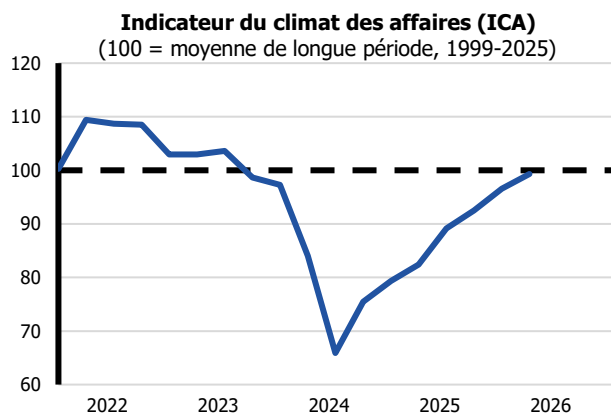
sociaux était déjà critique. Le territoire demeure fortement dépendant des aides en provenance de l'Hexagone.

Dans ce contexte, le redressement progressif de l'ICA après les émeutes s'inscrit dans un environnement de soutien massif notamment de l'Etat, sans lequel la continuité des services publics n'aurait pu être assurée. Pour rappel, sur l'ensemble de l'année 2025, les interventions totales de l'Etat (incluant le versement par l'AFD au titre du PGE ainsi que les aides financières octroyées aux usines métallurgiques) s'élèvent à plus de 337 milliards XPF (soit 35,5 % du PIB calédonien).

Au 1^{er} trimestre 2026, l'ICA progresse de 2,7 points et atteint 99,3¹. La composante passée de l'indicateur qui porte sur le trimestre écoulé explique la majeure partie de cette amélioration. La composante future de l'indicateur, dont la contribution à la progression de l'ICA est nettement plus modeste, est majoritairement alimentée par les perspectives de hausse de prix et doit donc être nuancée.

Des perspectives d'activité toujours incertaines

Le solde d'opinion relatif à l'activité passée continue de se redresser pour s'établir à 0, traduisant une poursuite de la reprise graduelle de l'activité chez certaines entreprises.



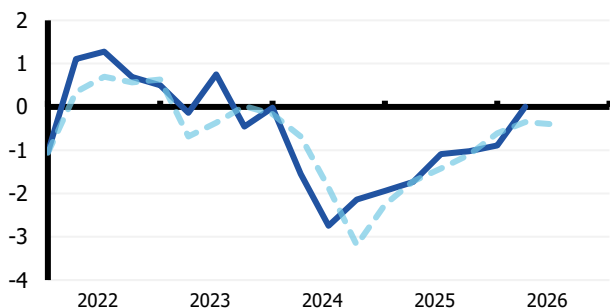
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

¹ La valeur de l'ICA au 4^e trimestre 2025 a été révisée à la hausse, passant de 91,0 à 96,6 suite à une évolution méthodologique

commune à l'ensemble des agences IEDOM-IEOM (voir encadré en fin de document).

S'agissant des anticipations, le solde d'opinion sur l'activité prévue se dégrade légèrement (-0,05 pt), pour s'établir à -0,4. Ce solde confirme son ancrage en territoire négatif depuis mi 2023, reflétant le maintien du pessimisme des professionnels interrogés.

Soldes d'opinion portant sur l'activité



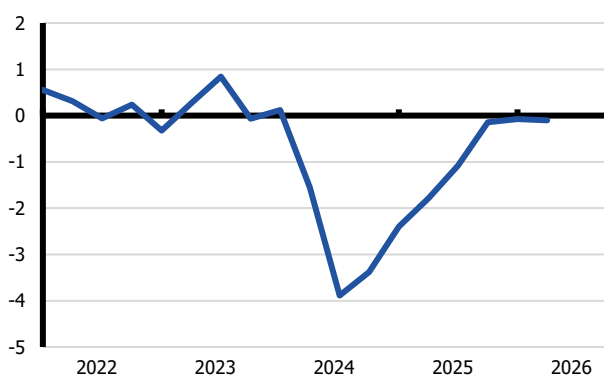
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

À un horizon de 12 mois, 37 % des entreprises interrogées redoutent une défaillance, en hausse par rapport au trimestre précédent (28 %). Pour rappel, ce niveau est nettement supérieur aux niveaux habituellement constatés dans le cadre de cette enquête (18 % sur l'ensemble de l'année 2023).

Des perspectives d'investissement dégradées

Le solde d'opinion relatif à l'investissement des entreprises se dégrade très légèrement et reste inscrit en territoire négatif pour le 9^e trimestre consécutif (-0,1). Il fait ressortir une absence durable de perspectives des chefs d'entreprise et leur réticence à investir dans un environnement incertain.

Soldes d'opinion portant sur l'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

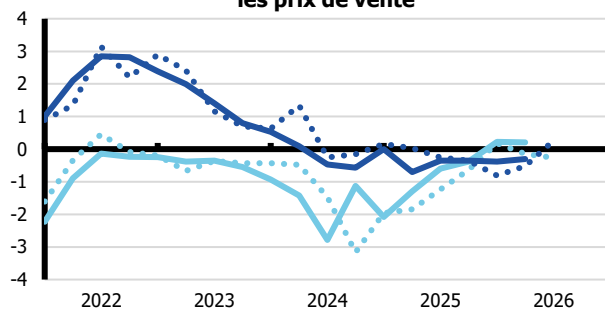
Au 1^{er} trimestre 2026, la production totale de crédits aux entreprises (hors découverts, chiffres bruts) diminue en rythme trimestriel (-24,6 %), mais progresse en glissement annuel (+24,4 %). À hauteur de 13,0 Md XPF, la production de crédits aux sociétés non financières demeure encore nettement en-deçà de sa moyenne trimestrielle de longue période (qui s'établit à 21,9 Md XPF entre 2014 et 2026).

Détérioration des perspectives sur la trésorerie

La situation de trésorerie des entreprises reste fragile, sans perspective d'amélioration notable. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie passée se stabilise pour le second trimestre consécutif à un niveau très légèrement positif (+0,2), après avoir passé 17 trimestres en territoire négatif. En revanche, le sentiment des chefs d'entreprise sur la trésorerie prévue se détériore pour le second trimestre consécutif (-0,2 pt), et s'établit à -0,3. Ces évolutions s'accompagnent d'une forte baisse de la production de crédits de trésorerie aux entreprises en rythme trimestriel (-38,1 % sur 3 mois).

Cette dégradation des perspectives de trésorerie s'explique par une nette dégradation des anticipations relatives aux charges (-0,8 pt) qui passent en territoire négatif (-0,3). Les fortes hausses des prix des carburants amorcées au mois d'avril pèsent sur le moral des chefs d'entreprise interrogés.

Soldes d'opinion portant sur la trésorerie et les prix de vente



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM © IEOM

L'indice des prix à la consommation en légère baisse jusqu'au 1^{er} avril, avant d'augmenter fortement au début du second trimestre

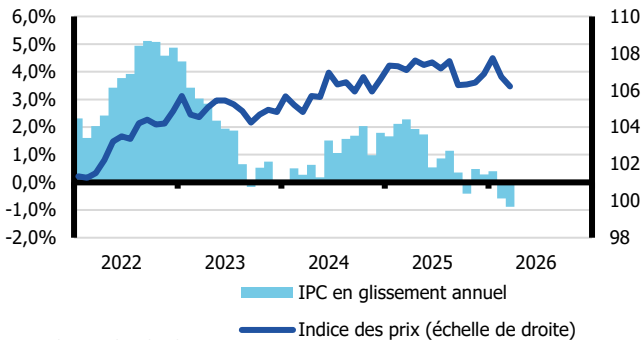
Au 1^{er} trimestre 2026 l'indice des prix à la consommation (IPC) se replie en glissement trimestriel (-0,6 %) et annuel (-0,8 %). Dans le détail en glissement annuel, les prix des produits manufacturés poursuivent leur recul en raison de la période des soldes (-3,3 %), tout comme les prix de l'alimentation (-0,9 %) et de l'énergie (-0,3 %). En revanche, les prix des services s'accroissent de 0,2 % sur 12 mois.

Au niveau national en revanche, l'indice général des prix augmente de 1,7 %. Cet écart notable avec la Nouvelle-Calédonie s'explique par la hausse exceptionnelle des prix des carburants consécutive au déclenchement du conflit au Moyen-Orient fin février. Alors que les prix des carburants ont augmenté immédiatement après le début du conflit dans l'Hexagone, ils n'ont augmenté qu'à partir du mois d'avril en Nouvelle-Calédonie.

Ils affichent alors une hausse record de 7,6 % en un mois, portant l'inflation à 1,1 % (en glissement mensuel). Le blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % de la production d'hydrocarbures mondiale, renchérit les cours du pétrole raffiné. Le litre de gazole atteint 174,8 XPF en avril puis 222,7 XPF en juin sur le territoire, contre 135,3 XPF en mars (soit +64,6 % sur le 2^{ème}

trimestre). De ce fait, les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture anticipent de fortes hausses de leurs prix de vente pour le trimestre prochain (le solde d'opinion des prix prévisionnels progresse de 0,8 pt pour s'établir à 0,3).

Indice des prix à la consommation
(données mensuelles à fin mars 2026)



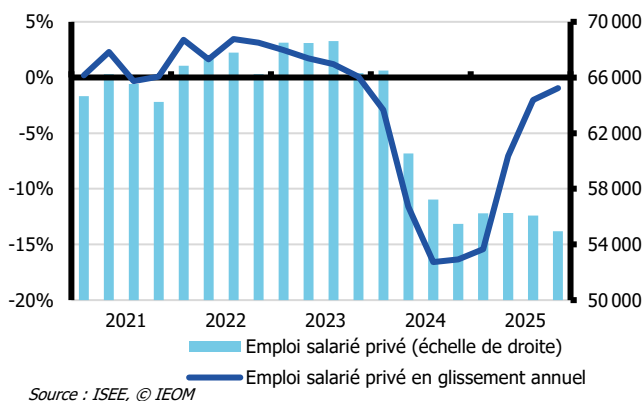
Source : ISEE, © IEOM

L'emploi salarié privé se stabilise à un niveau dégradé

Selon les dernières données publiées par l'ISEE, la contraction de l'emploi salarié privé est estimée à -0,9 % au quatrième trimestre 2025 en glissement annuel (524 emplois détruits pour un stock de 54 958 salariés). Ce résultat confirme une certaine stabilisation de l'emploi privé en fin d'année après un cycle continu de destruction de l'emploi : -15,4 %, -7,1 % puis -2,0 % enregistrés au cours des premier, deuxième et troisième trimestres 2025 respectivement.

En décembre 2025 (dernières données ISEE disponibles), 2 425 personnes bénéficiaient encore du chômage total de droit commun (contre 5 378 en décembre 2024). Cette diminution du nombre de bénéficiaires s'explique davantage par des fins de droits que par un retour à l'emploi. Parmi les salariés toujours en poste, 1 000 bénéficiaient encore fin 2025 de l'allocation exceptionnelle de maintien dans l'emploi, un dispositif d'urgence mis en place pour aider les entreprises en difficulté et éviter les licenciements. Cette aide, en vigueur du 1er juillet 2025 au 31 juillet 2026 (à ce stade), a pris le relais du chômage partiel "exactions", arrivé à échéance le 30 juin 2025.

Emploi salarié privé



Source : ISEE, © IEOM

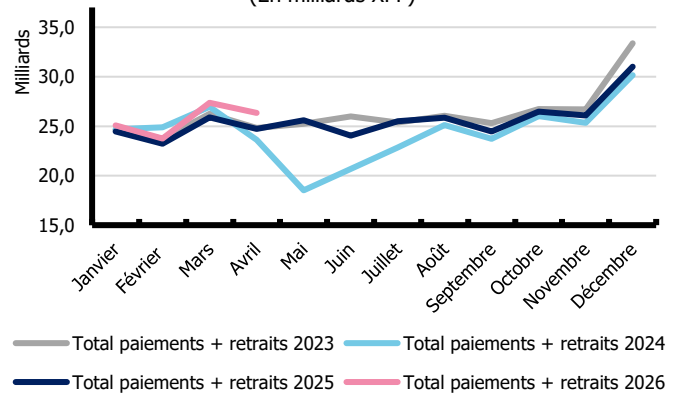
Le solde d'opinion relatif aux effectifs du 1^{er} trimestre continue de s'améliorer (+0,3 pt), et redevient neutre

(0,0). Pour le septième trimestre consécutif, le solde concernant les effectifs anticipés progresse (+0,4 pt), repassant enfin en territoire positif (+0,3 pt), et ce, pour la première fois depuis 2023. Selon les entreprises interrogées, les perspectives sur l'emploi semblent mieux orientées.

Une nouvelle dégradation des indicateurs de vulnérabilité des ménages

La consommation des ménages présente des indicateurs contrastés. Sur les trois premiers mois de l'année, le cumul des paiements et retraits par cartes bancaires se replie de 8,8 % par rapport au T4 2025 (effet saisonnier avec les fêtes de fin d'année). En glissement annuel, il progresse de 3,5 % par rapport à la même période en 2025. Ce résultat contraste avec l'année précédente : au premier trimestre 2025, un recul de 1,9 % avait été enregistré par rapport au premier trimestre 2024.

Total paiements par carte et retraits / semaine
(En milliards XPF)



Source : SCB

Après un retrait marqué de 17,2 % au 4^e trimestre 2025 (en glissement trimestriel), la production de prêts personnels et autres crédits à la consommation progresse sur 3 mois pour atteindre 3,9 Md XPF (+10,9 %). À noter que depuis le quatrième trimestre 2025, la part des octrois de prêts destinés à l'habitat dépasse à nouveau celle des prêts personnels et autres crédits à la consommation.

Bien que le nombre d'immatriculations de véhicules neufs achetés par des particuliers recule fortement en glissement trimestriel (-46,4 %), cette évolution s'explique par un dernier trimestre 2025 encourageant. Avec 1 483 véhicules neufs immatriculés, le 4^e trimestre 2025, au cours duquel s'est tenu le salon de l'automobile, constituait en effet une amorce de reprise du marché automobile depuis les émeutes (1 807 immatriculations enregistrées au T1-2024). En glissement annuel, les immatriculations de véhicules neufs ont progressé de 34,9 %.

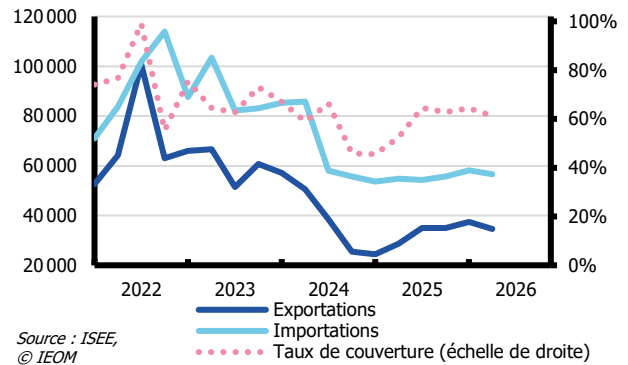
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages continuent de se dégrader. Le stock d'incidents signalés au fichier des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP), a ainsi augmenté de 4,2 % au 1^{er} trimestre 2026 (et de 19,8 % sur 12 mois). Enfin, 73 dossiers de surendettement ont été déposés auprès de l'IEOM sur les trois premiers mois de l'année, en augmentation de 23,7 % par rapport à la même période en 2025.

Une balance commerciale toujours dégradée

Le taux de couverture des importations par les exportations se dégrade légèrement au 1^{er} trimestre 2026. La valeur des exportations représente 61,2 % de celle des importations (CVS), soit -3,1 pts par rapport au trimestre précédent. Ce résultat s'explique par un plus fort recul des exportations (-7,4 % en valeur, CVS) que des importations (-2,8 %, CVS).

Par rapport au premier trimestre 2025, qui s'inscrivait dans un contexte de crise sans précédent du secteur nickel calédonien, ce taux de couverture affiche une hausse de 8,9 pts.

Échanges commerciaux (CVS, en millions XPF)



Des situations sectorielles encore fortement dégradées

Légère hausse de la production de nickel malgré un contexte d'incertitudes persistantes sur l'avenir du secteur

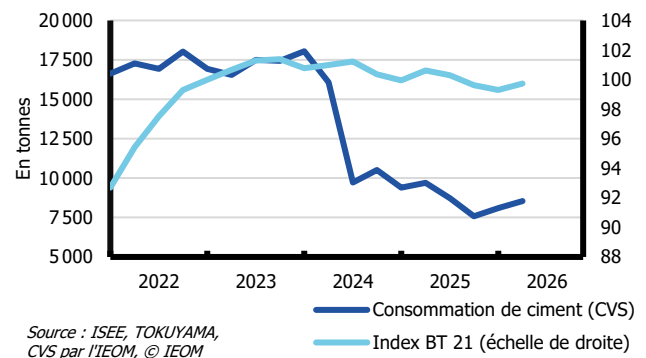
Après avoir connu une tendance baissière jusqu'à fin 2025, le cours du nickel est reparti à la hausse au premier trimestre 2026 (+11,5 % sur la moyenne des trois premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2025). En effet, l'Indonésie a annoncé en décembre 2025 réduire de 30 % les quotas d'extraction de minerai de nickel pour 2026. Pour rappel, le marché reste structurellement excédentaire, puisque les stocks de nickel répertoriés au LME ont continué d'augmenter (+12,1 % sur un trimestre et +50,9 % sur 12 mois), illustrant le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande à l'échelle mondiale. La recherche de repreneurs pour les métallurgistes calédoniens se poursuit dans ce contexte international incertain.

Si l'extraction minière connaît une inflexion de 9,9 % par rapport au dernier trimestre de 2025 (CVS), elle progresse en glissement annuel (+5,1 % CVS), toujours portée par la reprise d'activité de certains sites miniers qui avaient été bloqués au moment des émeutes de 2024. Sur le trimestre, la production métallurgique totale est en très légère hausse (+0,8 %, CVS). Alors que la production de ferronickel baisse légèrement (-4,1 % CVS), celle de NHC progresse notablement (+5,9 %, CVS). Sur un an glissant, la production métallurgique totale est également en hausse (+1,8 %, CVS).

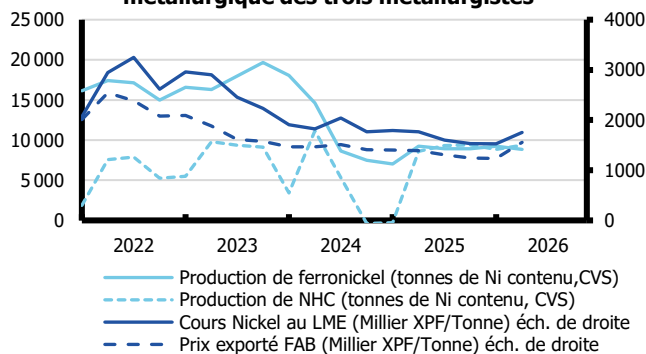
Le secteur du BTP au point mort

Les ventes de ciment diminuent à nouveau en données brutes au 1^{er} trimestre 2026 (-11,8 %) pour atteindre un plus bas. En données désaisonnalisées, la hausse de consommation de ciment trimestrielle est modeste (+5,5 %) et se maintient à des niveaux historiquement faibles, illustrant la morosité de ce secteur. Le prix des matériaux de construction (index BT 21) augmente très légèrement sur le 1^{er} trimestre 2026 (+0,4 %), ce qui ne suffit pas à compenser le repli sur 12 mois glissants (-0,9 %).

Evolution des ventes de ciment et de l'index BT21



Variation du cours et production métallurgique des trois métallurgistes



Le solde d'opinion sur l'activité passée s'améliore nettement au 1^{er} trimestre 2026 (+1,1 pt) et repasse positif pour la première fois depuis 2023. En revanche, le solde d'opinion sur l'activité à venir reste ancré en territoire négatif depuis fin 2023, traduisant le pessimisme et l'absence de perspectives des professionnels du secteur. Les soldes d'opinion sur les effectifs et la trésorerie prévisionnels, ainsi que l'investissement stagnent également en territoire négatif. Si le solde sur les prix prévisionnels s'accroît de 0,7 pt et devient nettement positif, il traduit davantage l'anticipation des hausses de coûts à venir qu'un accroissement de l'activité.

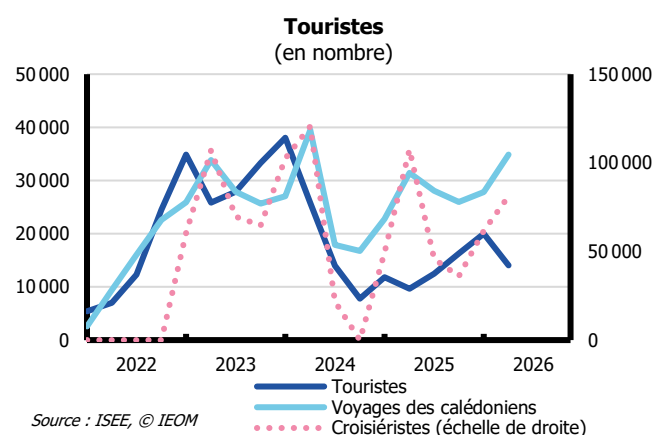
Un bilan mitigé pour la filière touristique

Après une timide reprise du tourisme international au second semestre 2025, le nombre de touristes arrivant par avion recule fortement au 1^{er} trimestre 2026 (-29,6 %

sur un trimestre, données brutes). Ce repli trimestriel est à nuancer : 14 062 touristes ont séjourné sur le territoire au 1^{er} trimestre 2026, contre 9 671 au 1^{er} trimestre 2025, soit une hausse de 45,4 % en glissement annuel.

Le nombre de calédoniens partant en vacances à l'étranger progresse fortement au 1^{er} trimestre 2026, tant en glissement trimestriel (+25,5 %), qu'en glissement annuel (+10,9 %, données brutes).

Au 1^{er} trimestre, les croisiéristes sont nettement plus nombreux qu'au trimestre précédent (+31,9 %) : 29 paquebots ont fait escale en Nouvelle-Calédonie contre 20 le trimestre précédent. Ces variations saisonnières sont habituelles, l'activité des croisiéristes étant traditionnellement élevée à cette période. Le niveau du 1^{er} trimestre 2026 est toutefois particulièrement faible : à titre de comparaison au 1^{er} trimestre 2025, 34 paquebots et 107 540 croisiéristes avaient fait escale en Nouvelle-Calédonie.



Dans un contexte de difficultés majeures (problèmes techniques récurrents sur la flotte de la compagnie aérienne domestique, conflit lié au déménagement des vols d'Air Calédonie de l'aéroport domestique de Magenta vers celui de Tontouta), le nombre de passagers transportés sur les lignes aériennes intérieures recule fortement au 1^{er} trimestre (-39,2 %).

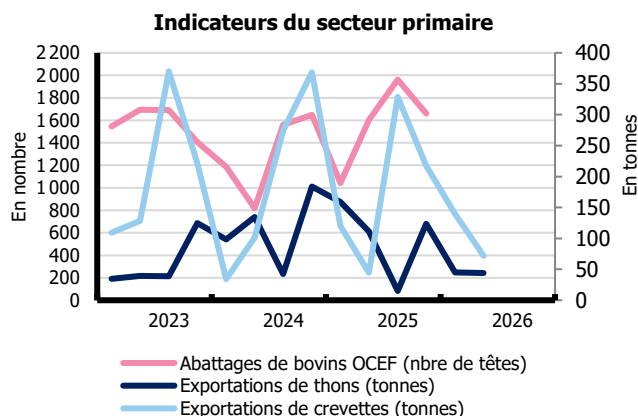
La quasi-totalité des soldes d'opinion des chefs d'entreprise du secteur touristique demeurent ancrés en territoire négatif. La dégradation est particulièrement marquée sur le trimestre pour les soldes relatifs aux charges et à la trésorerie prévisionnelles (respectivement -1,1 et -0,8 pt).

Des chefs d'entreprise du secteur primaire durablement pessimistes

Au 1^{er} trimestre 2026, le sentiment global des chefs d'entreprise du secteur primaire sur leur activité est encore négatif. La plus forte dégradation concerne les perspectives liées à leur trésorerie qui reculent de 0,8 pt pour s'établir à -1,3.

Les exportations de crevettes reculent nettement au 1^{er} trimestre (-48,5 %), tandis qu'elles progressent en glissement annuel (+61,2 %). Les exportations de thon diminuent quant à elles sur trois mois (-2,4 %).

Le coût des intrants s'inscrit en légère hausse au 4^e trimestre 2025 (dernières données disponibles) : l'IPAMPA (Indice mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole) augmente de 0,7 % sur trois mois. Sur 12 mois, l'indice est relativement stable (-0,1 %).



Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*). Désormais elles proposent cinq modalités de réponse (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capturer avec plus de granularité le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

La croissance mondiale à l'épreuve des tensions géopolitiques

L'économie mondiale en ce début d'année 2026 est fortement affectée par le conflit au Moyen-Orient. Dans sa dernière publication, le FMI a réduit ses prévisions de croissance, anticipant un ralentissement de la croissance mondiale à +3,1 % sur l'année 2026. Les prix élevés du pétrole depuis le début de la guerre en Iran dynamisent l'inflation qui repartirait à la hausse pour atteindre +4,4 % en 2026 après +4,1 % en 2025. Dans le cas où le conflit se prolongerait au-delà de la mi-2026, le FMI n'écarterait pas un scénario dans lequel la croissance chuterait à 2 % en 2026 et l'inflation s'envolerait au-dessus de 6 % d'ici à 2027

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre (+1,6 % en taux annualisé) dans un contexte d'effets différés des baisses de taux menées fin 2025 par la Fed, et de maintien de ces taux inchangés depuis le début de l'année. La situation pourrait néanmoins évoluer avec la progression de l'inflation américaine en avril à son rythme le plus soutenu en trois ans. Selon les données publiées fin mai, l'indice des prix a bondi de 3,8% sur un an. Sur l'année, la croissance américaine est attendue à +2,3 % par le FMI, au-dessus de la moyenne des économies avancées (+1,8 %).

Dans la zone euro, la croissance économique a décéléré et atteint + 0,1 % au premier trimestre 2026. La zone euro voit ses perspectives de croissance pour l'année 2026 s'amoinrir à 1,1 %, après 1,4 % en 2025. Selon les prévisions du FMI, la croissance de l'économie devrait rester faible en 2026 en Allemagne (+0,8 %) comme en Italie (+0,5 %), l'Espagne bénéficiant d'un surcroît de dynamisme (+2,1 %).

En France, au premier trimestre, le PIB se replie légèrement (-0,1 %), confronté à une demande intérieure peu dynamique. La Banque de France anticipe dans son scénario central une hausse du PIB de 0,9 % en 2026 (projections macroéconomiques de mars 2026). L'inflation, dopée par les prix de l'énergie, s'élèverait à 1,7 %. Une dégradation durable de la situation au Moyen-Orient pourrait toutefois peser tant sur la croissance que sur l'inflation.

La dégradation de la situation internationale, la hausse des prix de l'énergie et une demande extérieure atone pèsent sur l'économie japonaise. En dépit des incitations fiscales adoptées à l'automne 2025, celle-ci devrait connaître une croissance limitée en 2026, à +0,7 %.

Dans les économies émergentes et en développement, l'activité économique a augmenté de 4,4 % en 2025. Elle est notamment restée dynamique en Inde (+7,6 %) et dans une moindre mesure en Chine (+5,0 %) et au Brésil (2,3 %). La croissance ralentit en revanche fortement en Russie (+1,0 %). En 2026, le FMI anticipe un rythme de croissance comparable à 3,9 % dans ce groupe de pays, avec une stabilisation de la croissance en Russie (+1,1 %) et une inflexion au Brésil (+1,9 %), en Inde (+6,5 %) ou encore en Chine (+4,4 %).

Sources : FMI (WEO, avril 2026) ; Banque de France (Projections macroéconomiques France, mars 2026)

Un début d'année mitigé pour la région Asie-Pacifique

En Australie, la croissance économique atteint +0,8 % au T4 2025, en amélioration par rapport au trimestre précédent (+0,4 %). Si la consommation des ménages semble se stabiliser en fin d'année, les exportations continuent de progresser moins rapidement que les importations (+1,4 % contre +1,8 %), freinant la progression du PIB. À fin mars 2026, l'inflation s'élève à +4,6 % en glissement annuel et l'inflation sous-jacente s'établit à +3,3 % sur la même période. Du côté du marché du travail, le taux de chômage se stabilise autour de 4 % à fin mars 2026. En mai, la RBA annonce une hausse de 25 points de base, portant son taux directeur à 4,85 %, en réaction à des tensions croissantes sur les prix. Il s'agit de son troisième relèvement depuis le début de l'année 2026.

L'économie néo-zélandaise se stabilise fin 2025 avec une croissance économique atone de +0,2 %. Le secteur tertiaire, principal contributeur à la croissance du pays, progresse de +0,7 %. Le début de l'année 2026 est marqué par la stabilisation du taux de chômage à 5,3 % et de l'inflation à +3,1 % en glissement annuel. En avril 2026, la RBNZ décide de maintenir son taux directeur à 2,25 %.

En Indonésie, la dégradation de la conjoncture se concrétise en ce début d'année. Au premier trimestre 2026, le PIB se replie de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, en raison des mauvaises performances du secteur minier (- 8,2 %), combiné au retrait des dépenses publiques (-30,1 %). Sur la même période, les exportations se stabilisent (+0,3 %) tandis que les importations progressent de plus de 10 %. Le marché du travail s'avère résilient, avec un taux de chômage à 4,7 % en février 2026. En avril 2026, la Bank of Indonesia maintient son principal taux directeur à 4,75 % (inchangé depuis septembre 2025), en raison notamment du ralentissement de l'inflation en avril 2026 (+2,4 % en glissement annuel), après avoir atteint un pic en février 2026 (+4,8 %).

Aux îles Fidji, l'économie devrait progresser de 3,0 % en 2026, après une hausse estimée de 3,4 % en 2025, sous l'impulsion du secteur tertiaire. Au premier trimestre 2026, la production aurifère ainsi que celle de bois se dégradent (respectivement -37,3 % et -17,5 %) tandis que la fréquentation touristique progresse de 7 % sur la même période. Les prix continuent de diminuer avec une baisse de 0,8 % à la fin du trimestre. En avril 2026, la RBF annonce le maintien de son taux directeur à 0,25 %.

Sources: Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, BPS-Statistics Indonesia, Reserve Bank of Fiji, New Zealand Parliament, Asian Development Bank

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : F. Dufresne ■ Responsable de la rédaction : J. Charbonneau

Rédaction : J. Charbonneau, M. Lambert, A. Ovinet